

**Assemblée générale**

Distr. générale
1^{er} juillet 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-neuvième session,
22 avril-1^{er} mai 2014**

N° 4/2014 (Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 14 août 2013

Concernant: M^{me} Ma Chunling

Le Gouvernement a répondu à la communication le 25 septembre 2013.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-07049 (F) 140714 170714



* 1 4 0 7 0 4 9 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M^{me} Ma Chunling, de nationalité chinoise, est mariée et a un fils âgé de 10 ans. Elle est adepte du Falun Gong.

4. En septembre 1999, M^{me} Ma Chunling s'est rendue à Pékin afin de réclamer le droit de pratiquer le Falun Gong. Elle était accompagnée par son mari, qui n'est pas membre de ce mouvement. D'après la source, tous deux ont été arrêtés par des policiers du poste de Xiuyue et placés en détention au Centre de Liaoyun pour une durée non précisée.

5. La source indique que les autorités ont extorqué la somme de 6 000 yuan à M^{me} Ma Chunling le 18 mai 2000 et qu'elle a été détenue durant plus d'un mois. À la même période, une somme de 7 000 yuan aurait été extorquée à son mari et il aurait été détenu au Centre de Yaojia durant deux mois. Il a été peu après licencié de l'emploi qu'il occupait dans une société de distribution d'eau.

6. La source indique que, le 29 août 2012, M^{me} Ma Chunling a rencontré un individu, qui disait être marin, près du pont de Qingniwa à Dalian. Elle a parlé avec lui de la pratique du Falun Gong et lui a remis un DVD de la Compagnie Shen Yun Performing Arts. La source affirme que le marin a signalé à la police que M^{me} Ma Chunling était affiliée au Falun Gong.

7. Plus tard dans la même journée, M^{me} Ma Chunling et son mari ont été arrêtés à leur domicile de Dalian par des agents du poste de police de Beixhan, à Dalian, au motif que M^{me} Ma Chunling avait publiquement exprimé ses idées au sujet de la pratique du Falun Gong. Le couple aurait été soumis à quatre heures d'interrogatoire avant d'être libéré.

8. La source indique que le jour où M^{me} Ma Chunling a été arrêtée, son domicile a été perquisitionné par six policiers, dont Liu Tao et Xiao Dongyun, du poste de police de Xigang à Dalian. À cette occasion, les policiers ont saisi deux ordinateurs, une imprimante, trois téléphones portables et tous les livres, brochures et documents du Falun Gong qui s'y trouvaient. Aucun mandat de perquisition ni de saisie n'a été produit.

9. D'après la source, le 5 septembre 2012, M^{me} Ma Chunling aurait été rouée de coups et gravement blessée par des policiers, à titre de représailles, pour avoir fait état des faits mentionnés ci-dessus au niveau international. Ces sévices ont causé de graves contusions et écorchures sur son corps, ainsi que des blessures graves qui ont nécessité plusieurs points de suture. M^{me} Ma Chunling a ensuite été détenue au Centre de détention provisoire de la rue Jinjia, à Dalian, pendant une durée non précisée, avant d'être transférée au Centre de détention d'Yaojia, toujours à Dalian.

10. La source indique que M^{me} Ma Chunling est actuellement détenue au camp de travail de Masanjia, où elle purge une peine de deux années de rééducation par le travail. Les autorités du camp auraient refusé tout permis de visite à sa famille.

11. On ne dispose pas d'informations sur le point de savoir si les autorités ont présenté un mandat d'arrêt, une ordonnance de placement en détention ou tout autre document écrit justifiant la détention de M^{me} Ma Chunling. On ignore également si celle-ci a finalement fait l'objet d'une inculpation et si elle a eu la possibilité de contester devant un tribunal les allégations la visant.

12. La source affirme que les autorités persécutent les adeptes du Falun Gong, leur font subir des mauvais traitements et les torturent. Elle indique qu'à deux occasions, les 29 août et 5 septembre 2012, M^{me} Ma Chunling a subi une prise de sang et d'autres examens médicaux alors qu'elle était en détention. De l'avis de la source, l'objectif de ces examens était de connaître son groupe sanguin et la compatibilité de ses tissus en vue d'éventuelles greffes d'organes entre vifs.

13. La source fait valoir que la détention de M^{me} Ma Chunling n'a aucune base légale. Cette détention est en outre incompatible avec le droit de l'intéressée d'exprimer librement, de manière pacifique, ses convictions religieuses et ses opinions politiques, et avec son droit de manifester pacifiquement. En conséquence, elle est contraire aux articles 9, 10, 11, 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

14. Dans sa réponse du 25 septembre 2013, le Gouvernement a informé le Groupe de travail que, en 1999 et 2000, M^{me} Ma Chunling avait été placée légalement en détention administrative et soumise à une mesure de rééducation par le travail, pour avoir troublé l'ordre social.

15. En août 2012, le Comité de rééducation par le travail du Gouvernement populaire de la municipalité de Dalian (Province du Liaoning) a légalement soumis M^{me} Ma Chunling à une mesure de rééducation par le travail au motif qu'elle avait de nouveau troublé l'ordre public. D'après le Gouvernement, au cours de cette période, les autorités chinoises chargées de la sécurité publique ont traité cette affaire conformément à la loi et il n'y a pas eu de perquisition illégale ni de «passage à tabac».

16. Le Gouvernement a en outre informé le Groupe de travail qu'en août 2013 M^{me} Ma Chunling avait bénéficié d'une levée anticipée de la mesure de rééducation par le travail, conformément à la loi, et qu'elle menait désormais une vie normale chez elle à Dalian.

Observations complémentaires de la source

17. La source a confirmé la libération de M^{me} Ma Chunling.

Délibération

18. Bien que M^{me} Ma Chunling ait été libérée, le Groupe de travail, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail, se réserve le droit de rendre un avis sur la question de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire, et ce, nonobstant la libération de la personne concernée.

19. M^{me} Ma Chunling a été détenue pour avoir pratiqué pacifiquement le Falun Gong et exprimé publiquement ses idées au sujet de cette pratique. C'est en raison de l'exercice de ses droits fondamentaux qu'elle a été privée de liberté durant deux années de rééducation par le travail.

20. Le Groupe de travail rappelle que, dans des avis rendus précédemment¹ ainsi qu'à l'occasion de la visite qu'il a effectuée en Chine², il s'est dit préoccupé par le traitement réservé aux membres du mouvement Falun Gong. Il ne voit aucune justification au maintien en vigueur par le Gouvernement de dispositions législatives empêchant l'exercice des droits à la liberté d'association, d'expression et de réunion des citoyens qui mènent des activités pacifiques au sein de ce mouvement.

21. Dans son rapport sur la visite qu'il a effectuée en Chine, le Groupe de travail a indiqué que les mesures de rééducation par le travail ne devraient pas être applicables à quiconque exerce ses libertés fondamentales garanties par la Déclaration universelle des droits de l'homme. En l'espèce, la détention constitue une mesure coercitive visant à porter atteinte à la liberté qu'ont les personnes d'adopter les croyances de leur choix³.

22. Le Groupe de travail estime que M^{me} Ma Chunling a été privée de liberté au simple motif qu'elle pratiquait le Falun Gong, de manière pacifique, exerçant ainsi les droits à la liberté d'opinion et d'expression garantis par le droit international des droits de l'homme.

23. Le Groupe de travail estime que M^{me} Ma Chunling a été privée de liberté pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et de réunion, tels que garantis par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La privation de liberté de M^{me} Ma Chunling relève donc de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

24. Le Groupe de travail estime également qu'en l'espèce, M^{me} Ma Chunling a été privée de liberté pour avoir pratiqué le Falun Gong, à savoir pour des raisons de discrimination, en violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En conséquence, la privation de liberté de M^{me} Ma Chunling relève de la catégorie V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

25. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M^{me} Ma Chunling est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 7 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories II et V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

26. Le Groupe de travail, tout en tenant compte de la libération de M^{me} Ma Chunling, demande au Gouvernement d'accorder réparation à l'intéressée pour le préjudice qu'elle a subi au cours de sa détention arbitraire.

[Adopté le 22 avril 2014]

¹ Voir, par exemple, avis n° 11/2006 (Chine) du 11 mai 2006; avis n° 32/2005 (Chine) du 2 septembre 2005; avis n° 21/2003 (Chine) du 27 novembre 2003; avis n° 7/2003 (Chine) du 9 mai 2003; avis n° 5/2002 (Chine) du 18 juin 2002.

² Voir E/CN.4/1998/44/Add.2, par. 95.

³ Ibid.